Jeudi 22 septembre 1977 N o 732

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Sud-Liban

NOUVELLE ESCALADE DE L'AGRESSION SIONISTE

L'accord de Chtaura qui a mis fin au conflit libanais est désormais appliqué dans presque tout le pays. Mais il n'a pu encore être étendu à la zone du Sud-Liban qui est l'objet depuis quelques semaines d'une offensive accrue de la part des forces militaires phalangistes agissant en collusion ouverte avec les troupes sionistes.

Cette agression a connu un regain de développement depuis une semaine. Des combats intenses se déroulent ces jours-ci dans le Sud-Liban avec la participation directe d'Israël aux côtés des forces phalangistes. Non contentes de faire pilonner les villages frontaliers du Sud-Liban, et notamment la ville martyre de Nabatieh, par leurs bombardiers, les forces sionistes tirent sur les camps palestiniens et notamment le village de Khyam, enjeu d'une bataille qui dure depuis plus d'une semaine.

La veille, les tirs de l'artillerie lourde israélienne à longue portée avaient gravement menacé le plus important barrage du Liban, construit sur le fleuve Litani, qui approvisionne en eau et en électricité une partie importante du pays.

Les bombardements et les tirs sionistes auraient déjà fait plusieurs dizaines de morts parmi la population palestinienne et libanaise. Devant la gravité de la situation, Yasser Arafat et Abou Jihad se sont rendus au Sud-Liban où ils dirigent eux-mêmes les opérations militaires.

L'agression israélienne vise probablement à gêner les conversations politiques que, en marge de la session de l'ONU, les USA doivent avoir prochainement avec les pays arabes. Mais la presse arabe s'est déjà élevée vigoureusement contre «la comédie de l'impuissance américaine face à Israël».

Il est en tout cas certain qu'Israël voit d'un très mauvais œil l'influence grandissante conquise par l'OLP sur la scène internationale.

L'assemblée générale de l'ONU, qui se déroule actuellement, est saisie d'un rapport portant sur un calendrier d'évacuation des forces israéliennes et le retour des Palestiniens dans leur foyer, qui condamne également l'annexion permanente commise par Israël dans les territoires occupés. Il propose enfin la création d'une journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Union de la gauche

NATIONALISATIONS ET POUVOIR

L'exemple de Thionville

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons pas encore comment se déroulera la reunion au sommet qui s'ouvre entre les grands chefs de l'Union de la gauche.

Mais ce qui est sûr, c'est que toutes les discussions, les polémiques, les querelles et les crises qui viennent de secouer (et ce n'est pas fini !) les États -majors des trois partis ont fortement ému les travailleurs qui placent encore leurs espoirs dans l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Pendant que tantôt Marchais, tantôt Fabre, tantôt Mitterrand s'arrangeaient pour occuper le devant de la scène, la dispute se développait aussi à d'autres niveaux, municipaux par exemple.

Les disputes au sein des municipalités de gauche ont l'avantage d'être plus claires que les discours très oratoires des grands leaders. C'est ainsi qu'au sein de la municipalité de Thionville, le PS accuse le PCF de «trahison » et de «débauchage». Les Radicaux de gauche déclarent : «L'Union de la gauche c'était l'espérance, aujourd'hui c'est le dégoût». Et quand le PS et les radicaux de gauche quittent le conseil municipal, le PCF déclare qu'il s'en fout : «Il ne s'agira que de remplacer ceux qui sont décidés à déserter l'Union de la gauche».

(Voir article page 3)

Les politiciens bavardent ...

LES OUVRIERS LUTTENT

• Dubigeon — Nantes

Manifestation de soutien à Dubigeon

Le 19, les ouvriers ont décidé de poursuivre la lutte. Un piquet de grève a été mis en place à 7 h 30. Le directeur Savary, accompagné d'un huissier, a fait constater le fait en dénonçant aux flics certains travailleurs. Devant la détermination des grévistes, il a dû déguerpir rapidement.

A 8 h 30, les travailleurs sont partis en manifestation. La direction a fait cisailler les chaines qui bloquaient la porte des bureaux. Le directeur général multiplie les interventions terroristes. Il a notamment déclaré : «Ce conflit peut durer très longtemps. Je ne suis pas pressé car j'espère que ce sera le dernier».

On ne peut être plus clair. Mais les travailleurs aussi sont décidés à se battre ; ayant reconduit la grève, ils sont résolus à obtenir satisfaction. A Dubigeon, la grève continue.

Voir en page 4

Le comité de Nantes du PCMLF

Aux travailleurs de Dubigeon en grève

EDITORIAL

Un an de chômage et de vie chère

Il y a aujourd'hui 222 000 chômeurs de plus qu'il y a un an (près d'1 300 000 personnes en tout) et 9,4 demandes d'emploi pour une offre. Les effectifs ont baissé dans tous les secteurs industriels dans les 6 derniers mois (sauf les produits alimentaires) et cette baisse a atteint, en un an, 8,2 % par exemple dans les textiles artificiels.

C'est ce que Barre appelle le «dégraissage» des effectifs pour améliorer la compétitivité.

En un an, il est officiellement reconnu que, dans de nombreux secteurs (chimie, caoutchouc, production et première transformation des métaux, etc.), le pouvoir d'achat a baissé, la hausse des prix ayant atteint un rythme de 15,6 % pour l'alimentation, secteur particulièrement touché avec les sercices publics.

C'est ce que Barre appelle le «strict maintien du pouvoir d'achat».

Ces quelques chiffres sont officiels : ce sont ceux du ministère du Travail. Ils sont un pâle reflet, une mesure atténuée de la dégradation des conditions d'existence des travailleurs, en une année de plan Barre.

En une année, la classe ouvrière, le peuple travailleur ont payé durement la crise du capitalisme, et elle n'est pas pour autant terminée !

Face à de tels assauts, quel travailleur n'a pas senti la nécessité d'une riposte de grande ampleur, quelque chose comme les grèves de 36 ou de Mai 68...

Toute cette année, comme les précédentes, les dirigeants des partis de l'Union de la gauche et des grands syndicats n'ont pas ménagé leurs efforts pour qu'il n'y ait, en fait de riposte de grande ampleur, que quelques grands défilés : il n'y avait, selon eux, qu'une seule solution, le Programme commun.

Une année de plan Barre, une année d'efforts des partis de gauche pour faire des luttes et de la révolte des travailleurs un mouvement de soutien à leur Programme commun.

Résultat : chômage et vie chère.

Après un an de plan Barre, à quelques mois de législatives, il faut de tout cela tirer cette leçon : face au capitalisme, face à sa crise, pour les travailleurs il n'y a qu'une voie : la lutte ; et pour que la lutte remporte quelque succès, pour qu'elle frappe la classe bourgeoise, pour qu'elle ne soit pas détournée, elle doit se soustraire à l'influence des états-majors des partis dits de gauche et de leur projet bourgeois, ainsi que des conceptions et de la ligne qu'ils ont développés dans les syndicats.

Rahan revient qu'il crève !

Samedi dernier, la couverture de «Pif-Gadget» annonçait la mort de Rahan. Miracle : on annonce sa résurrection pour cette semaine.

Pif est un journal du PCF pour les enfants. Rahan est le héros d'une des bandes dessinés de cette revue.

Voilà ce que dit le scénariste de cette bande dessinée :

«moi, je voulais simplement créer la surprise, faire mourir Rahan sans le faire mourir : j'ai pensé alors à exploiter le problème de la drogue, qui me permettait cette astuce».

Les Éditions Vaillant expliquent ainsi le fait de publier cet épisode : *«Des études faites par des psychologues montrent que la drogue est entrée, par la télévision surtout, dans l'univers quotidien et habituel des enfants.»*

Cet épisode est une occasion de plus pour opposer *«l'Occident et la civilisation»* incarné par Rahan aux peuples d'Afrique et d'Asie, odieusement présentés comme des êtres frustres et incapables d'initiatives. Ainsi, dans l'histoire *Handdack le sorcier* est le chef de clan et assure son pouvoir en droguant les habitants de son village à grands coups de *«breuvage d'oubli»*. Et bien sûr, c'est Rahan qui sauvera ces *«déchets humains, incapables de penser et d'agir prostrés et apathiques»*. Et comme de juste, grâce à Rahan, le clan *«connaitra une vie nouvelle»*. Voilà la propagande raciste et fascisante que le PCF fait dans ses bandes dessinées pour les enfants. Les victimes de l'oppression sont présentées avec mépris et seul un héros, un homme providentiel peut les tirer de là !

Bien sûr, Rahan est blond aux yeux bleus ; il bénéficie d'une musculature à faire pâlir le plus grand champion de karaté. De plus, il est superbement intelligent : il parle aussi à la première personne. Les autres personnages sont présentés comme des êtres frustres ! toujours basanés ! ou noirs ! avec des cheveux crépus, des attitudes simiesques ; leur langage est rudimentaire ; ils ne s'interpellent qu'à la troisième personne. Ils se prosternent devant des idoles. Seul, Rahan arrive à résoudre leurs problèmes, à les réconcilier.

Cette bande dessinée distille le racisme, le mépris des masses et des peuples du tiers monde.

La jeune Africaine, protégée par son fiancé, vient exprimer sa reconnaissance à Rahan qui l'a sauvée. Elle parle à la 3e personne.

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

RECTIFICATIF

L'article présentant l'émission *«Faut-il apprendre à écrire ?»* dans le no 728, comprenait certaines erreurs qu'un camarade nous a signalées dans une récente lettre:

"Vous prêtez à Chervel des opinions qui ne sont pas du tout les siennes. (cf son livre «l'Orthographe» chez Maspero).

Il y écrit par exemple (p. 19) *«L'incidence de l'histoire sur l'écriture est nette dans un grand nombre de cas. Par exemple, la modernisation et la simplificaton des caractères chinois sont la conséquence des révolutions que la Chine a connues de 1911 jusqu'en 1949»* ou encore p. 225 : *«Si elle s'empare des masses, l'idée de la révolution orthographique peut devenir une force.»* Page 95 du même livre, il s'en prend à un article des «Lettres françaises*» de 1966 favorable au conservatisme orthographique. Le livre de Chervel prête à discussion sur certains points mais il me semble fondamentalement inspiré par une idéologie progressiste."

Un camarade

Note* Les «Lettres françaises» journal littéraire, proche du PCF, dirigé par Aragon et Pierre Daix, a cessé de paraître.

le monde en marche

• Genève

«La voix de l'homme rouge»

Une centaine d'Indiens originaires des pays d'Amérique du Nord, centrale et du Sud, viennent d'arriver à Genève pour *«défendre la voix de l'homme rouge devant les Nations-Unies»*.

Ils participeront, du 20 au 23 septembre, à la première «conférence internationale sur la discrimination des populations indigènes dans les Amériques», organisée dans le cadre du sous-comité sur le racisme et la décolonisation du comité pour les droits de l'homme.

Cette conférence doit étudier la situation actuelle des populations indiennes et élaborer un programme d'action visant à l'élimination des discriminations.

A plusieurs reprises déjà, les Indiens ont lancé des appels pour faire connaitre la situation tragique que leur ont imposée l'impérialisme et le colonialisme. Ils étaient, il y a plusieurs siècles, 10 millions en Amérique du Nord. Ils sont maintenant à peine un demi-million, parqués dans des réserves, des bidonvilles ou en prison. Leur sort est semblable dans de nombreux autres pays du continent américain où les Indiens connaissent toujours aujourd'hui les massacres, le vol de leurs terres, le racisme, la stérilisation forcée.

C'est cette injustice, vieille de plusieurs siècles, et contre laquelle les Indiens n'ont jamais cessé de lutter qui sera dénoncée à Genève, aux yeux de tous les peuples du monde.

Léonard Pelletier, militant du Mouvement indien américain, condamné à un double emprisonnement à vie après un procès truqué. Il a été déclaré coupable sans preuves aucunes, du meurtre de 2 agents du FBI américain lors de l'assaut donné à la réserve de Pine Ridge en juin 1975. De grandes manifestations d'Amérindiens se déroulent régulièrement pour imposer sa libération

LA ZANU S'OPPOSE AUX PROPOSITIONS BRITANNIQUES

Le mouvement de libération du Zimbabwe, la Zanu, est totalement opposé aux propositions britanniques de solution du conflit en Rhodésie, a déclaré son président Robert Mugabe qui a précisé:

«Nous n'avons pas pris les armes pour donner plus de pouvoir colonial au gouvernement britannique.

»Nous nous sommes soulevés pour acquérir notre indépendance, détruire l'impérialisme et le colonialisme. La victoire signifie pour nous indépendance et démocratie. Les structures de l'impérialisme britannique doivent entièrement disparaitre de l'Afrique australe».

Il a réaffirmé que seules les parties prenantes au conflit doivent négocier entre elles une solution mettant fin à cette guerre, sans ingérence de tiers.

Robert Mugabe a expliqué que les propositions actuelles britanniques consistant à remettre, pendant une période de transition de 6 mois, tout le pouvoir entre les mains d'un seul homme, un représentant britannique, sont innaceptables. *«Il ne sera pas dit dans l'histoire que nous avons commencé le combat pour finalement perdre tout pouvoir par l'acceptation d'un tel accord».*

Par ailleurs, le président de la Zanu considère que la présence des troupes des Nations-Unies ne serait qu'une aide nécessaire aux Britanniques dans le but de contenir la pression militaire des forces de libération.

Enfin, il a conclu : *«En cas d'indépendance, le Zimbabwe acceptera pour son développement une aide désintéressée et inconditionnelle de tous les pays amis».*

• Italie

1,6 MILLIONS DE CHOMEURS :DEUX FOIS PLUS QU'EN 1975

En Italie, comme dans tous les pays d'Europe occidentale, le nombre de chômeurs augmente. Ils sont actuellement 1,6 millions (chiffres officiels) soit 200 000 de plus qu'en avril dernier et deux fois plus qu'en 1975.

Pour ces chômeurs, aucun espoir : le patronat, dans de récentes déclarations a signalé que même s'il existe une reprise économique, cela n'aura aucune incidence sur l'emploi. Et l'inflation ne cesse de monter. Les principales victimes du chômage sont les jeunes à la recherche d'un premier emploi, ce qui provoque une sérieuse crainte pour la bourgeoisie italienne dans son ensemble (y compris les révisionnistes) car le souvenir de la révolte étudiante de mars de cette année est encore très vivant et lui fait peur.

Pour éviter cette reprise de la lutte, le gouvernement a pris des mesures démagogiques, afin que soit donnée la priorité au travail des jeunes. En juin, une loi spéciale de placement pour les moins de 29 ans (76% des chômeurs) a été votée mais elle ne concerne qu'une toute petite minorité.

Malgré cette situation qui n'est ni extraordinaire ni reluisante, Andreotti, chef du gouvernement se permet de déclarer : *«Il y a seulement quelques mois, l'opinion publique internationale nous donnait comme plus ou moins liquidée. Or nous redressons la tête.»*

Il est soutenu par la déclaration de Lama, secrétaire de la CGIL (puissante confédération syndicale contrôlée par le PCI) : *«Le travailleur italien est celui qui a le moins souffert de l'austérité en Europe.» !*

Donc il n'y a vraiment pas de quoi protester ...

Pourtant le gouvernement italien prend les devants et craint une nouvelle révolte des jeunes qui ne se laissent pas berner par toutes ces affirmations démagogiques et qui n'acceptent pas de se consoler en pensant que les ouvriers des pays voisins sont aussi exploités.

• Chine

ABRIS ANTIAERIENS : DE VERITABLES VILLES SOUTERRAINES

En Chine, beaucoup de villes ont établi un système de souterrains anti–aériens dotés d'équipements de ventilation, de fourniture et de drainage d'eau, d'alimentation en électricité ainsi que d'installations nécessaires à la vie. Dans ces abris, on a même construit des usines, des magasins, des hôpitaux et des théatres. Dans certaines villes, en cas d'alerte, des centaines de milliers, voire un million d'habitants peuvent y entrer rapidement, et les miliciens populaires en sortir immédiatement, par divisions ou par régiments, pour attaquer l'ennemi.

A Pékin, dans les centres commerciaux, les écoles et les organismes, des abris de différentes dimensions ont été creusés. Dans le centre commercial de Tachanlan fut construit un abri lié au réseau de ceux de la ville, où on peut voir une grande cantine, une salle de réunion pouvant contenir plusieurs centaines de personnes, des installations pour filtrer l'air, pour supprimer la radioactivité et les germes d'infection, ainsi que des lavabos. Tous ces souterrains ont été creusés par les ouvriers et les employés du quartier dont plus de 70% sont des femmes.

Les souterrains actuels sont munis de portes anti-explosion à hermeticité absolue pesant plusieurs tonnes, de salles de stérilisation et d'installations contre la pollution de l'eau.

Certains abris souterrains déstinés à servir de poste de combat en temps de guerre sont utilisés comme ateliers ou bâtiments de service en temps de paix. Les abris renferment aussi des hôpitaux gigantesques et des réserves de céréales. Ce sont de véritables villes qui sont construites sous terre afin de pouvoir résister à toute agression étrangère.

En bref... En bref...

• Avec les pires réactionnaires

Depuis le 15 septembre, la population de Tourcoing est invitée à aller visiter au musée principal une exposition intitulée «peintures chinoises du XXe siècle». La municipalité, de gauche depuis les dernières élections, l'a inaugurée en la personne du conseiller Maes, révisionniste notoire. Y aurait-il du changement ? Non : l'exposition vient de la Chine que le peuple a balayée en 1949, celle dont rêvent les pires réactionnaires et qui tente encore de survivre à Taiwan.

• PS : de l'eau dans le gaz

Mitterrand n'est pas content de ses petits copains du CERES. Il l'a fait vertement savoir, lundi soir, devant le comité directeur du PS, en adressant de vives critiques à Chevénement et Motchane, leaders de la tendance CERES, qu'il a accusés d'être beaucoup plus sévères à l'égard de la direction de leur propre parti que dans leur jugement sur le PCF. Les deux intéressés ont claqué la porte de la réunion, ce qui n'a pas empêché le CERES de voter à l'unanimité la résolution finale du comité directeur.

• Scandale des Flanades

Deux personnes viennent d'être inculpées dans le scandale financier du centre commercial des Flanades à Sarcelles : Jeanne Gobbe-Bouquet, et l'ex-conseiller municipal UDR, René Téboul.

Une troisième personne a réussi à s'enfuir au nez des flics : Roland Larribeau, ex-gérant de l'Hôtel Viviana. Comment a-t-il été prévenu de l'arrivée de la police ?

La comptabilité de l'hôtel Viviana reposait sur un système de fausses factures qui permit de détourner 50 % des millions de prêt accordés pour aménager l'hôtel. De plus, deux millions au titre de la TVA et 900 000 F de prêt à la construction ont disparu de la comptabilité de l'hôtel.

Retrouver une personnalité politique gaulliste par les inculpés permet de s'interroger sur le financement des partis politiques bourgeois...

• 2 militants corses écroués

Quatre militants corses ont été traduits devant le tribunal, lundi. Deux ont été écroués : Jean Nicolai, à la prison de Fresnes, José Stromboli à la prison de la Santé. Les deux autres, Louis Acquaviva et Louis Sarrochi ont été placés sous contrôle judiciaire à leur domicile en Corse.

Tous les quatre sont accusés «d'atteinte à l'intégrité du territoire national et d'utilisation sans autorisation d'une station radio électrique privée (qui leur permmettait d'écouter les messages des services de police).»

Jean Nicolai et Louis Acquaviva son inculpés aussi de «détention et de port d'armes et de munition».

Avec tout le peuple corse, nous exigeons leur libération immédiate !

• Commémoration à Bordeaux du 1er anniversaire de la mort du président Mao

Samedi 10 septembre a eu lieu au campus universitaire de Bordeaux une soirée commémorative du premier anniversaire du décès du président Mao, organisée conjointement par l'ASEC (Comores), l'UEEF (Ethiopie), l'UNECAS (Djibouti) et le PCMLF.

L'Association des amitiés franco-chinoises présenta un montage de diapositives sur les hauts faits du président Mao tout au long de sa vie.

Le débat qui suivit montre que l'oeuvre et l'exemple du président Mao pour tous les révolutionnaires et anti-impérialistes sincères sont une source d'enseignements immortels auxquels nous resterons fidèles.

Union de la gauche

L'EXEMPLE DE THIONVILLE

Le point de départ du conflit qui secoue la municipalité de Thionville est le suivant : un nommé Patrick Pariset était au PS et conseiller municipal, il vient de passer au PCF. Affaire banale semblerait-il, surtout entre partenaires ayant signé le même programme. Mais il y a deux gros grains de sable dans la machine : le premier c'est la question du pouvoir au sein de la municipalité, le second ce sont les nationalisations.

Quand la municipalité de gauche s'installe au pouvoir en mars dernier, à Thionville, elle se compose de 16 conseillers PCF, 15 socialistes et 2 radicaux de gauche. Comme les radicaux suivent presque toujours le PS, le PCF se trouve minoritaire d'une voix. Toutefois, après de multiples tractations, c'est un membre du PCF qui devient maire : Paul Souffrin.

Il prend bientôt à Patrick Pariset l'envie de quitter le PS pour adhérer au PCF. L'équilibre est rompu : 17 conseillers pour le PCF, 16 pour les deux autres partis.

Pourquoi ce Pariset a-t-il changé de parti ? On ne sait pas au juste, mais le PS parle de *«débauchage»*, *«d'opération plus que douteuse»*.

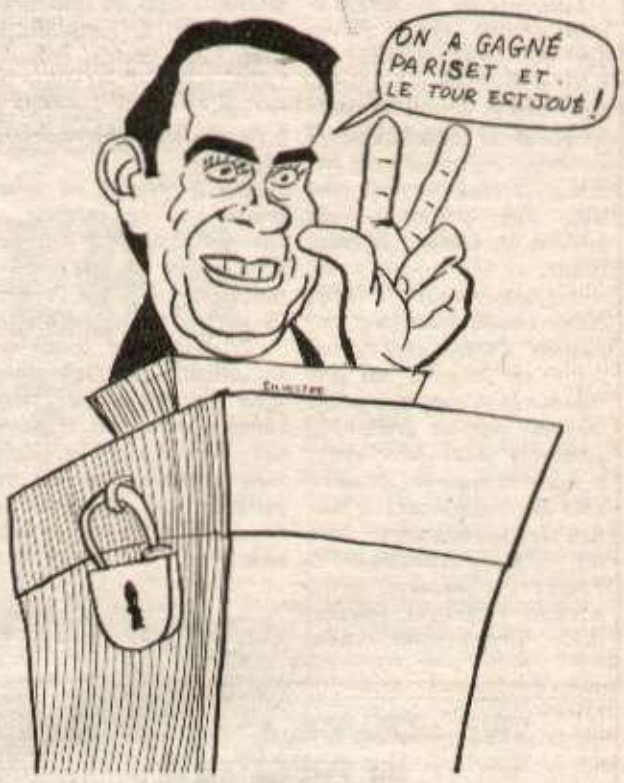
Les radicaux de gauche précisent : *«Les motivations de M. Pariset sont surtout personnelles»* et ils se déclarent prêts à *«faire les révélations nécessaires à ce sujet»*. Voilà qui fait clairement comprendre qu'il s'agit d'un coup monté.

Toujours est-il que, lors d'une réunion du conseil municipal, les représentants du PS et des radicaux demandent la démission de Pariset. Pariset garde le silence. Le PCF le défend, refuse d'entendre parler de démission. Les socialistes et radicaux de gauche quittent la séance. Ils refusent que les *«communistes détiennent une majorité qui n'est pas sortie des urnes»*.

C'est bien une lutte pour le pouvoir qui se livre là. Posséder une mairie, c'est posséder des fonds, des moyens d'intervention et aussi la possibilité de placer des gens et de faire des bénéfices plus ou moins légaux.

Mais derrière ces querelles de chiffonniers, il y a aussi la question des nationalisations. Thionville, c'est Usinor, c'est la sidérurgie. Cette sidérurgie que le PCF voudrait nationaliser, ce que refusent ses partenaires qui préconisent un système de participation majoritaire de l'État et rien de plus.

Ces disputes au sein de la municipalité de Thionville ne sont pas indépendantes des sommets successifs de la gauche sur la réactualisation du Programme commun. Le point-clé, ce sont les nationalisations. D'ailleurs, une déclaration de la fédération locale du PS déclare : *«Nous avons été en constante relation avec la direction nationale à chaque étape de l'affaire»*. Et à Paris, les grands chefs du PS considèrent *«comme un chose normale»* la réaction très dure des conseillers PS face à «l'affaire Pariset».



Manchester-St Etienne

A qui la faute ?

L'intervention des flics à Geoffroy-Guichard, mercredi dernier.

Après la décision de l'UEFA d'éliminer Manchester de la coupe d'Europe, les deux clubs se lancent la responsabilité l'un sur l'autre et tous deux d'un commun accord condamnent les supporters de Manchester qui semblent être à l'origine des indicents du stade Geoffroy-Guichard.

En fin de compte, cette poignée de supporters anglais a bon dos. Les présidents de clubs les traitent de voyous et de chômeurs professionnels (un langage qu'on a déjà entendu ailleurs !). Ils ajoutent que ces incidents n'ont rien à voir avec ce qui se passe sur le terrain.

Alors qu'on voudrait nous faire croire qu'il ne s'agit que d'un incident de plus, dû à une poignée de marginaux, la vérité est toute autre. Le sport est dans un pays capitaliste un moyen de faire des profits. Pour gagner le plus d'argent possible on gonfle la tête des amateurs de sport avec un chauvinisme incroyable. Et cela est valable pour la France comme pour l'Angleterre. Ceux qui poussent au fanatisme ont beau jeu après d'émettre des regrets apitoyés ou virulents !

Ceux qui dénaturent le sport, ce sont ceux qui en font une source de profits !

60 millions pour decembre

Dans une précédente édition, nous avons expliqué à nos lecteurs d'où venait l'argent du quotidien «J'informe». Il est un autre journal qui vient de paraitre : «Vendredi-Samedi-Dimanche» (VSD)

La presse des requins (2)

Qui est derrière «VSD» ?

«Macadam», «Doigts d'or magazine», «Élu pour vous» (de Guy Lux), trois titres de nouveaux magazines de fin de semaine, consacrés aux loisirs. Mais celui lancé avec le plus de publicité, est sans doute «V.S.D», dirigé par un ancien chef de la station «Europe 1», Maurice Siégel.

On a choisi des journalistes de renom : Claude Mauriac, Max Paul Fouchet... Quant à l'argent ?

8 millions de francs rien que pour la publicité. ! Derrière ces 800 millions de centimes : les biscuiteries «L'Alsacienne», «Darty», «Trigano», et quelques autres monopoles... Des banques aussi, on parle même du trés capitaliste baron Empain.

Comme le week-end est un moyen d'extorquer de l'argent aux travailleurs, d'autres magazines hebdomadaires sont en préparation : l'un d'entre eux serait mijoté dans les grands bureaux de la station RTL, un autre porterait le nom de «Paris-Paris».

Ces magazines sont tous lancés à grands coups de millions, car si ça marche, ça rapporte : le budget de lancement est de 5 millions pour «Doigts d'or magazine», 3 millions pour «Télé-junior», ce qui fait 500 et 300 millions d'anciens francs.

Pourquoi avancer tous ces chiffres ? Tout d'abord pour bien montrer, preuves à l'appui, qui est derrière, pour bien montrer que la presse est, aux mains des monopoles, une source de profit comme une autre.

Ensuite, parce que ces millions ne sont pas versés sans contrepartie. Ils ramènent des profits, bien sûr, mais surtout cette presse se met au service des intérêts politiques des monopoles qui la financent.

Mais il existe aussi une presse au service des travailleurs. Notre Humanité rouge en fait partie. Petite encore, elle se développera car elle défend les intérêts de millions de personnes, les intérêts politiques et économiques des travailleurs.

Pour que vive l'Humanité rouge, il faut 60 millions anciens avant la fin de l'année. Nous savons que, grâce à nos lecteurs et à eux seuls, nous les aurons !

Le comité de parti de Nantes du PCMLF

Aux travailleurs de Dubigeon en grève

Le comité de Nantes du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France) apporte son soutien total à la grève des travailleurs de Dubigeon.

Face aux licenciements, à l'atteinte au pouvoir d'achat décidés par le patronat qui veut résoudre sa crise sur le dos des travailleurs, face à son attitude provocatrice concernant le pointage, les travailleurs ont donné la seule réponse possible pour préserver leurs intérêts de classe : la grève totale.

En poursuivant la lutte, classe contre classe, en renforçant l'unité et l'organisation de la grève, en pratiquant la démocratie prolétarienne par les assemblées générales pour faire échec à toute manœuvre, en suscitant dès maintenant le soutien des travailleurs de Nantes, de Loire-Atlantique, de France : ouvriers, petits paysans, employés, intellectuels progressistes, nous sommes persuadés que les travailleurs de Dubigeon viendront à bout de l'intransigeance patronale.

Pour sa part et dans la mesure de ses moyens, notre parti, par sa presse, ses militants dans les usines, les campagnes, les administrations, les écoles, prendra toutes dispositions pour faire connaître et soutenir la lutte des travailleurs de Dubigeon.

Dès à présent, en même temps que ce message, il transmet, pour le soutien financier à la grève, une somme de 1 500 F recueillie auprès de ses militants.

Vive la grève totale des travailleurs de Dubigeon ; seule l'action classe contre classe contraindra le patronat à satisfaire les légitimes revendications des travailleurs de Dubigeon et imposera le maintien des chantiers !

Nantes, le 17/9/77
Comité de parti Chou En-lai

VIVE L'OEUVRE ET LA PENSEE DU PRESIDENT
MAO TSE TOUNG
MEETING

VENDREDI 23 SEPTEMBRE 1977
20 H 30 . PALAIS DES CONGRES
DIJON
ORGANISE PAR
HR PCMLF
JCMLF
ET DES ORGANISATIONS ANTI-IMPERIALISTES

• Fos-sur-Mer

GREVE A BORD DU LEDA

«Nous ne voulons plus de prison dorée, nous voulons vivre décemment et nous aurons satisfaction».

Ce sont les 39 marins et officiers du Léda qui s'expriment ainsi au 13e jour de la grève qu'ils ont décidée après que leurs revendications, maintes fois abordées au cours des dernières années au comité d'entreprise, n'aient jamais abouti.

LES REVENDICATIONS

Elles concernent les conditions de travail, «la qualité de la vie» :

– relève au Cap (Afrique du Sud) au bout de 100 jours de bord et dans tous les cas.

– débarquement au bout de 90 jours d'embarquement en Europe et dans le Golfe persique.

– attribution d'un jour de congé supplémentaire par fraction de 3 jours d'embarquement supplémentaire.

– embarquement et débarquement à partir de Paris lorsque ceux-ci s'effectuent au dehors des ports européens (ceci afin que les accords qui concernent la CGP : sécurité sociale des marins et la CRM : retraite, soient respectés).

Il faut dire que la Shell ne respecte pas ces accords, ni d'autres. Ce n'est pas nouveau chez les patrons, grands ou petits : un conflit, de courte durée celui-là, a permis de faire aboutir les revendications chez Esso.

Il faut dire que pour la Shell, la planification des voyages ne tient aucun compte de la vie des marins. Elle se fait à partir de Londres et n'est fonction que des cours du marché, des produits transportés, du frêt, c'est-à-dire que la notion de rentabilité dirige tout. Les bateaux sont sans cesse détournés en pleine mer et les marins ne savent jamais où ils vont.

La Shell française, avec ses 13 pétroliers, emploie environ 800 marins et officiers. Elle est la première flotte maritime du pays. Citons le Mactra (210 000 tonnes), le Leda (270 000 tonnes), le Lattona (270 000 tonnes), le Dolla Bella (80 000 tonnes), le Battilus (540 000 tonnes).

Le patron, lui, refuse de négocier.

Aux discussions du 19 avec les syndicats, il n'a fait aucune proposition. Pour lui, ces problèmes, qui sont pourtant liés à l'entreprise elle-même, doivent être traités au niveau national, au CCAF (Comité central des armateurs français). C'est plutôt qu'il en fait une affaire personnelle de «fierté». Il peut être fier, en effet, de vouloir faire naviguer les marins aux conditions de la marine de Colbert.

LA GREVE

Ce sont les marins en assemblée générale qui ont décidé le mouvement et ils sont soutenus par leurs syndicats CFDT et CGT. L'unité dans l'action est totale. Les marins sont maitres de la grève !

Reconduite de 72 h en 72 h, celle-ci est le plus grand conflit par la durée depuis une dizaine d'années. Elle l'est aussi par son ampleur – au port pétrolier de Bordeaux-Verdon – le Dolla Bella est en grève depuis 10 jours avec les mêmes revendications.

A Rotterdam, le Lattona également. La grève pourrait bien s'étendre à toute la flotte pétrolière. Pas question de marchander, clament les marins. Ils le font en connaissance de cause, car ils possèdent de nombreux atouts :

– mouillé en rade de Fos, le Mactra est chargé de produits pétroliers en provenance du Nigéria, produits indispensables pour les raffineries de Neuchâtel (Suisse) et Reichsteidt (Alsace). Les autorités du port de Fos refusent de faire rentrer d'autres bateaux pour ne pas bloquer le port. A Antifer, port pétrolier du Havre, les autorités pourraient bien ne pas rentrer le Battilus, le 21. Le pétrole n'est-il pas un nerf vital pour les capitalistes.

SOLIDARITE

A bord du Mactra, une collecte a été faite et chaque marin a donné, à ce jour, une journée de salaire.

Dans les raffineries, à Shell-Aviation, à l'URG (Shell chimie-gaz), les travailleurs sont prêts à toute éventualité.

Les remorqueurs et amarreurs de Verdon-Bordeaux se sont déclarés entièrement solidaires de ceux du Dolla-Bella.

La Shell peut lâcher !
La Shell doit lâcher !
La Shell lâchera !

Les marins du Leda avec un correspondant HR

Nice, Centre d'aide par le travail «Les Korrigans»

LES HANDICAPES ET LE PERSONNEL LUTTENT CONTRE LES SEVICES ET L'EXPLOITATION

Le centre d'aide par le travail, les «Korrigans» à la Grave-de-Peille, près de Nice, est ouvert depuis 70. Il reçoit 89 travailleurs handicapés. La directrice, Mme Lahache Coadou, en collaboration avec son mari et certains membres du personnel qu'elle avait achetés, a fait subir pendant 7 ans des sévices graves aux handicapés.

Coups, brimades, jets d'eau froide, médications à outrance, cheveux rasés, surveillance, camisole de force. Voilà comment étaient traités les handicapés en «formation professionnelle». Dans les ateliers, c'était l'exploitation de type esclavagiste qui était de rigueur.

Les handicapés étaient utilisés à fabriquer des jouets en plastique, des fléchettes, etc. La directrice leur a escroqué plus de 50 millions (AF) sur des salaires déjà dérisoires, 50 à 300 F par mois, quand il y avait une paye. Elle volait aussi sur le budget de nourriture. Pendant 7 ans, des hommes et des femmes de 16 à 45 ans ont subi une exploitation féroce, semblable à celle qui sévissait dans les camps nazis.

Les handicapés sont dans ce centre pour acquérir une formation professionnelle. En fait, ils n'en sortaient plus car ils procuraient un profit substantiel à la directrice, propriétaire des lieux et présidente de l'association (loi de 1901, à but non lucratif).

LA LUTTE

En décembre 76, une section CFDT s'implante malgré la répression de la direction et demande des élections de délégués du personnel. Trois des quatre personnes présentées sur la liste sont immédiatement licenciées.

Après la mobilisation des centres des Alpes-Maritimes, une manifestation devant les «Korrigans», avec participation des travailleurs de la cimenterie Vicat, un procès en prud'homme où la directrice fut déboutée et l'intervention de l'inspecteur du Travail, les trois candidats furent réintégrés au terme de 20 jours de licenciement.

Les militants CFDT s'opposèrent fermement aux pratiques fascistes qui étaient exercées contre les handicapés. Parallèlement, ils menaient un travail combatif auprès des travailleurs handicapés prêts à agir et auprès des salariés.

Du 3 au 9 juin 1977, une grève générale de tous les travailleurs (handicapés ou non) s'est déclenchée. Le mot d'ordre était : renvoi immédiat de la directrice.

Une fois de plus, tous les centres des Alpes-Maritimes soutenaient cette grève contre la direction nazie.

A l'aube du 6e jour de grève, le piquet, composé de 2 délégués syndicaux et d'un membre du personnel, essuyait 4 coups de feu, tirés de la villa de la directrice. Devant ce fait, la préfecture qui l'a longtemps protégée, et la DDASS, qui n'a jamais inspecté le centre, n'ont pu faire autrement que de suspendre provisoirement la directrice de ses fonctions.

Mais, elle continue d'être payée et de venir au centre parce qu'elle est propriétaire des terrains.

La justice de la bourgeoisie retarde le procès. Les plaintes portées contre la directrice n'ont jamais eu de suite ; par contre, la directrice a intenté un procès en diffamation contre la CFDT, à cause d'un tract qui l'accusait. La préfecture des Alpes-Maritimes a nommé un administrateur provisoire pour gérer le centre. La nouvelle équipe de moniteurs-éducateurs et tout le personnel en contact avec les handicapés essaient d'offrir une structure d'accueil favorable à leur épanouissement. Mais la dignité des handicapés exige que justice soit faite, c'est-à-dire que l'ancienne directrice et tous ses complices soient condamnés.

CONTRE LES PROVOCATIONS

Une kermesse a été organisée, les 27 et 28 août, par les travailleurs du CAT ; kermesse permettant aux gens du village de prendre contact avec les travailleurs handicapés.

L'ancienne directrice s'est infiltrée dans cette fête dans le but de troubler la joie des travailleurs et surtout de les provoquer.

Son mari (lui-même ex-sous-directeur) était accompagné de gardes du corps, connus pour leur appartenance au SAC. Les militants marxistes-léninistes, présents à cette fête, en contact avec les militants CFDT et les pensionnaires, révoltés par la présence de l'ancienne direction, ont pris la décision d'agir efficacement contre les provocateurs : 2 interventions au micro et la rédaction d'un panneau dénonçant clairement les pratiques de l'ancienne direction ont fait décamper cette clique.

Ces tortionnaires rapaces sont entièrement démasqués aux yeux des travailleurs. La lutte continue pour leur condamnation.

Des travailleurs du centre

• Ces St-Joachim – Nantes

Lutte pour les effectifs

Les enseignants et le personnel de service sont en grève au CES Saint-Joachim pour le réemploi de 2 agents de service et la réembauche d'une maitresse-auxiliaire.

PREMIERES VICTOIRES

Au terme de 4 jours de grève, les deux agents de service ont reçu des garanties formelles concernant leur réemploi pour l'année.

Le Rectorat a proposé à l'auxiliaire licencié un remplacement (congé de maternité). Sur ce point, la lutte continue pour son réemploi pour toute l'année.

LES PARENTS SOUTIENNENT ET OCCUPENT LE CES

Vendredi dernier a eu lieu une assemblée générale avec les parents, invités par les enseignants.

L'assemblée générale a décidé l'occupation du CES toute la journée de samedi et la poursuite de la lutte sur les deux objectifs suivants avec soutien réciproque du personnel et des parents :

– défense de l'emploi de la maitresse-auxiliaire

– création de deux postes EPS, un poste dessin, un poste de musique .

Il y a 19 grévistes sur 25 dans le CES.

Les grévistes appellent au soutien financier. Voici les modalités pratiques : M. Michel Rival, CCP 3080 10 0 Nantes. Indiquer «coordination MA» et préciser l'établissement de provenance.

Directrice de publication : Suzanne Marty – Commission paritaire No 57 952 – Distribution NMPP – IMP : La Nouvelle – Dépot légal : 3e trimestre 1977